



ECO Actualités

MENSUEL D'INFORMATIONS ECONOMIQUES

MINISTÈRE DÉLEGUÉ AUPRES DU PREMIER MINISTRE CHARGÉ DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

CHRONIQUE

Redynamiser les ECHANGES EXTERIEURS

Les échanges commerciaux entre la Côte d'Ivoire et le reste du monde se sont soldés depuis 1990 par un excédent des exportations sur les importations. Si de 1990 à 1993 on a observé une relative stagnation du solde commercial, une tendance haussière a caractérisé les années 1994 à 2002, date à laquelle les excédents ont atteint un pic de 1964 milliards de F CFA. Ces évolutions, consécutives à la dévaluation du franc CFA intervenue le 11 janvier 1994, traduisent le regain d'activité dû, entre autres, au retour progressif de la compétitivité. L'importance des exportations par rapport aux importations s'est confirmée en 2006 avec un excédent de 1215,1 milliards de F CFA contre 727,1 milliards de F CFA en 2005, soit une hausse de 67,1%. Cette augmentation s'explique essentiellement par la hausse des prix du pétrole.

Sans établir une corrélation directe entre la balance commerciale et la croissance économique, force est de reconnaître que le volume de transactions entreprises avec le reste du monde est fonction du niveau de l'activité économique d'un Etat à un moment donné. Dans ces conditions, un solde commercial excédentaire traduirait la capacité de l'économie à satisfaire à la fois la demande locale et les sollicitations extérieures.

En analysant les échanges extérieurs au titre des années 2004 et 2005, on note que la part des produits primaires dans les exportations représentaient respectivement 34,7% et 40,5% tandis que les produits intermédiaires et d'équipements faisaient plus de la moitié des importations. Ces chiffres mettent en exergue la très forte dépendance de l'économie vis-à-vis des chocs extérieurs, dans la mesure où les exportations sont essentiellement des produits sans valeur ajoutée, donc soumises aux fluctuations des cours mondiaux. A l'inverse, les importations sont des produits à valeurs ajoutées et comprennent également une part importante de produits alimentaires (34,3% en 2006).

Ce tableau fait état des efforts importants à déployer pour permettre à l'économie ivoirienne de sortir du cercle vicieux des difficultés liées à sa spécialisation en produits primaires.

Ces efforts s'imposent d'autant plus que les balances des services, des revenus et des transferts ne sont pas excédentaires. A titre d'exemple, en 2005, ces trois balances enregistraient des déficits respectifs de 681,0 milliards, 344,5 milliards et 243,9 milliards de F CFA.

A cet égard, il importe que les politiques à mener comportent nécessairement la diversification de nos exportations. En effet, les opérateurs économiques résidents doivent tirer profit du marché de l'UEMOA, de la CEDEAO et aller à la conquête de nouveaux marchés en Afrique et dans le monde. Les avantages acquis de la coopération avec l'Union Européenne, principal partenaire commercial du pays avec 59,5% et 44,8% comme part des exportations respectivement en 2004 et 2005, devront être consolidés dans le cadre des Accords de Partenariat Economique régionalisés (APE).

Suite en page 4 ➤

Qualités professionnelles à l'honneur La DGI célèbre l'Excellence

Le jeudi 1er mars 2007, le Palais des Congrès de l'Hôtel Ivoire était paré aux couleurs de la Direction Générale des Impôts à l'occasion de la sixième édition du Prix de l'Excellence placée sous le haut parrainage du Chef de l'Etat S.E.M. Laurent GBAGBO qui présidait effectivement la cérémonie.

Ouvrant la série des allocutions après la projection d'un film et des prestations d'artistes, le Directeur Général des Impôts Lambert Feh KESSE a remercié le Chef de l'Etat pour son soutien. Il a en outre rappelé le sens du Prix de l'Excellence qui occupe une place centrale dans la politique de promotion de l'éthique et des valeurs professionnelles à la D.G.I.

En 5 ans, ce Prix a contribué à créer un environnement propice à de grandes réformes dont le civisme fiscal, la recherche de l'égalité de tous devant l'impôt, une meilleure qualité de service et la valorisation du capital humain. En outre, ce prix vise à promouvoir les valeurs professionnelles et morales propres à créer un esprit d'émulation dans les services. Les agents des impôts sont appelés à intégrer dans leur vie de tous les jours, les 12 vertus de l'entreprise : conscience professionnelle, rigueur, loyauté, respect de la hiérarchie, impartialité, probité, disponibilité, devoir de réserve, respect de l'autre, dignité et enfin respect du bien public. Cette politique a permis d'obtenir une progression fiscale de 15% par an et plus de 300 milliards d'allègements fiscaux pour les trois dernières années.

Suite en page 2 ➤*(Pages 3 et 4)*

RENFORCEMENT des CAPACITES des FDS : Un DON pour la SECURITE

C'est dans le cadre de la politique gouvernementale de renforcement des capacités des Forces de Défenses et de Sécurité que le Ministre Charles Koffi DIBY a remis du matériel roulant à la Gendarmerie et au Commissariat de Grand Bassam ainsi qu'à la Brigade de Gendarmerie de Transua.

La cérémonie de remise de don s'est déroulée le vendredi 16 février 2007 sur l'esplanade de l'immeuble Sciam.



Le Gal. Kassaraté remettant les clés aux autorités administratives de Gd Bassam B. Kouamé, Chef de Cabinet du Ministre et le Gal. Kili, DGA de la Police Nationale.

Suite en page 2 ➤

AU SOMMAIRE

La DGI célèbre l'Excellence	1
Renforcement des capacités des FDS	1
Les opérations de la BADEA	2
Angleterre, Irlande, nouveaux partenaires	3
Redéploiement de l'Administration financière et des banques	3
A la rencontre des partenaires français	4



Côte d'Ivoire Mission de supervision des opérations de la BADEA

A l'instar des autres pays en voie de développement, la Côte d'Ivoire a recours aux bailleurs de fonds pour son expansion socio-économique. Parmi ceux-ci, figure la Banque Arabe pour le Développement en Afrique (BADEA). Du 18 au 24 février 2007, cette institution a organisé une mission de supervision en Côte d'Ivoire, conduite par M. Abdelakir Oumali, Ingénieur Expert au Département des Opérations. Celui-ci a rencontré toutes les parties prenantes à certains projets financés par son institution, notamment M. Patrick Achi, Ministre des Infrastructures Economiques et M. Youssouf Soumahoro, Ministre de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle. La mission a constaté la situation des programmes en cours :

- le projet d'hydraulique villageoise 1 et 2 (Nord Est)
- l'aménagement hydro-agricole de la Vallée du N'Zi
- le développement agricole de la Vallée de Bagoué
- l'autoroute Singrobo-Yamoussoukro

La BADEA s'est intéressée par ailleurs aux études de faisabilité des projets d'aménagement de 900 hectares dans le nord ouest, de 2500 hectares dans le département de Seguela et de 2700 hectares dans la Région des Montagnes.



M. Oumali en visite sur un site hydraulique

A Abengourou, les superviseurs ont effectué des visites de sites d'ouvrage hydraulique dans le cadre du projet d'hydraulique villageoise 2.

La délégation a jugé l'état d'exécution de ces projets satisfaisant et convenu avec les autorités ivoiriennes des dispositions à prendre en vue de les conduire à terme.

En ce qui concerne le programme triennal de coopération 2007-2009 entre la BADEA et la République de Côte d'Ivoire, les principaux projets retenus pour l'année 2007 sont la construction du Pont de Jacquville, la réalisation du Lycée de Formation Professionnelle de Man, l'achèvement de l'autoroute Singrobo-Yamoussoukro et l'équipement en ouvrages scolaires des établissements de formation technique et professionnelle.

En 2008, la BADEA entend construire le 3ème tronçon de l'autoroute (Toumodi-Yamoussoukro). Le développement de la filière du riz, l'alimentation en eau potable du centre de Yopougon, la création des infrastructures routières dans le canton de Kodja, la construction du Collège Technique de Bouna, la modernisation du Port de pêche d'Abidjan, et un appui institutionnel à la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique font également partie des projets 2008.

Enfin en 2009, la Banque Arabe compte apporter son appui au développement rural de la région du Moyen Comoé, au programme National du riz et à la réhabilitation du Centre Professionnel de Man.

Au plan institutionnel, la BADEA a promis d'aider le Ministère en charge de l'Economie et des Finances à mettre en place un programme national de décentralisation.

Au terme de la mission de supervision, M. Kouassy Oussou, Directeur Général de l'Economie a, au nom du Ministre Délégué Charles Koffi Diby et des autorités ivoiriennes, salué la BADEA pour son engagement auprès de la Côte d'Ivoire. Il a noté que les projets identifiés devraient contribuer à remettre durablement la Côte d'Ivoire sur le sentier de la croissance.

(La DGI célèbre l'Excellence. Suite de la page 1)

Le Ministre Délégué à l'Economie et aux Finances a remercié le Chef de l'Etat pour sa grande sollicitude à l'égard des régions financières.



M. DIBY en compagnie de M. KANATE, Lauréat du Prix de l'Innovation.

Plusieurs Prix ont été décernés, dont celui du Meilleur Agent de la Direction Générale des Impôts à M. Mamadou Touré, celui du Prix de l'Innovation à M. Mafémory Kanaté. Le Prix d'Honneur a été attribué à M. Kouassy Kouamé, Directeur Général du Budget et des Finances. S'adressant à l'assistance, le Président de la République a demandé aux ivoiriens de s'acquitter de leurs impôts car ce geste permet, entre autres, de payer les salaires des fonctionnaires et de créer les infrastructures utiles à notre développement. Il a aussi exhorté les responsables des régions financières sous-régionales à travailler de concert.

"Je souhaite que les administrations fiscales de l'UEMOA se rencontrent davantage pour consolider les acquis" a-t-il dit, avant de déclarer close la 6ème édition du Prix de l'Excellence de la Direction Générale des Impôts.

(Renforcement des capacités des FDS. Suite de la page 1)

Remettant symboliquement les clés au Général Kassaraté, Commandant Supérieur de la Gendarmerie, le Ministre a réitéré la volonté du Gouvernement de veiller sur la sécurité des personnes et des biens.

S'adressant aux Représentants des villes récipiendaires, il les a exhortés à utiliser ce matériel de façon efficiente. M. Tah Kobenan, Député de Transua a, au nom des bénéficiaires, remercié le Ministère pour cette action salutaire.

CHIFFRES CLES DE L'ECONOMIE IVOIRIENNE en 2007

Produit Intérieur Brut et croissance

PIB	9.175,5 milliards FCFA
Taux de croissance réel	1,2 %
● Secteur Primaire	5,5 %
● Secteur Secondaire	- 6,2 %
● Secteur Tertiaire	1,9 %

Production 2007

	2007	Variations / 2006
Cacao (en tonnes)	1.367.236	- 6,1 %
Café (t.)	117.137	+ 22,6 %
Banane (t.)	318.219	+ 22,1 %
Ananas (t.)	165.148	- 12,5 %
Huile de palme (t.)	301.108	+ 6,1 %
Caoutchouc (t.)	171.768	+ 7,5 %
Sucre (t.)	152.890	- 4,2 %
Coton graine (t.) *	262.778	- 18,7 %
Coton fibre (t.) *	113.773	- 18,8 %
Anacarde (t.)	234.960	+ 27,0 %
Pétrole (millions de barils)	21,9	+ 50,7 %
Gaz (millions de m3)	1.666,8	+ 2,8 %
Electricité (GWH)	5.508,6	- 0,4 %
Or (Kgs)	1.452	- 11,3 %

* Données de la campagne 2006-2007

● Taux d'inflation

En moyenne : 2,5 % à fin décembre 2006 (3,9 % à fin décembre 2005)

COMMERCE EXTERIEUR 2007 * Variations / 2006

● EXPORTATIONS	4.256.426	+ 11,3 %
Produits primaires	1.723.523	+ 29,8 %
dont café-cacao	801.280	+ 53,5 %
Pétrole brut	684.524	+ 156,3 %
● IMPORTATIONS	3.041.352	- 1,8 %
● SOLDE COMMERCIAL	1.215.074	+ 67,1 %

* En millions de F CFA

STATISTIQUES MONETAIRES (en milliards de FCFA)

	Réalizations		Variations
	Décembre 2005	Décembre 2006	
● Crédits à l'économie	1.189,3	1.291,0	+ 8,5 %
● Masse monétaire	2.081,0	2.214,9	+ 6,4 %

FINANCES PUBLIQUES (en milliards de FCFA)

	Déc. 2005	Déc. 2006	Variations
● Recettes et dons	1.566,0	1.694,0	+ 8,2 %
Recettes	1.471,4	1.600,3	+ 8,8 %
Dons	94,6	93,7	- 1,0 %
● Dépenses Totales	1.713,7	1.939,7	+ 13,2 %
● Solde budgétaire	- 147,7	- 245,7	+ 66,4 %

CÔTE D'IVOIRE

Evolution du commerce extérieur en 2006

- ▶ Au titre de l'année 2006, le solde commercial est ressorti excédentaire à 1.215,1 milliards de F CFA, contre 727,1 milliards en 2005, soit une hausse de 67,1%.
- ▶ Cette amélioration est liée à une évolution contrastée des exportations et des importations. Les exportations se chiffrent à 4258,4 milliards FCFA, soit une hausse de 11,3% par rapport à 2005. Ce rebond est dû notamment aux ventes de pétrole brut (+50,7%) et à la bonne tenue de l'agriculture de rente hors cacao.
- ▶ Les importations se sont repliées de 1,8% pour se situer à 3.041,3 milliards de F CFA, en relation avec le recul des activités industrielles et des investissements. Ainsi, les importations de biens intermédiaires et des biens d'équipement se sont contractées en volume respectivement de 6,7% et 9%.
- ▶ En 2006, les produits primaires et les produits pétroliers ont représenté respectivement 40,5% et 20,7% des exportations. S'agissant des importations, les produits alimentaires atteignent 17,5% de part relative, contre 43% pour les biens intermédiaires et 22% pour les biens d'équipement.

Angleterre, Irlande

De nouveaux partenaires

Du 18 au 23 février 2007 une délégation conduite par le Ministre Charles Koffi Diby a séjourné en Angleterre et en Irlande. Cette mission a été mise à profit pour échanger avec les milieux d'affaires et personnalités sur l'établissement de partenariats avec la Côte d'Ivoire. La délégation comprenait notamment le Ministre Délégué à la Communication Martine Coffi Studer, le DG des Impôts, M. Feh Kessé, le DG du Budget et des Finances, M. Kouamé Kouassi, le PDG de la BNI, M. Victor Nembessini, le Directeur de la Dette Publique, M. Brika ainsi que plusieurs Conseillers. S.Ex. Ph. Djangoné Bi, Ambassadeur de Côte d'Ivoire en Angleterre accompagnait la délégation avec quelques uns de ses proches collaborateurs. La mission a démarré par une visite au Directeur Général de la Standard Bank suivie des rencontres et débats avec des financiers de la City (IROKO - UBS) et des chefs d'entreprise (EXOTIX). Une interview du Ministre Charles Koffi Diby par la BBC a complété cette journée riche en échanges.

EDUCATION ET DEVELOPPEMENT REGIONAL

En Irlande c'est à Limerick, capitale régionale du Comté du même nom que la délégation, rejointe par une dizaine d'élus et hommes d'affaires ivoiriens, a commencé son programme de travail. Au siège du Comté, les membres influents de cette région ont tour à tour exposé les méthodes de fonctionnement de leur société et de leur économie basées sur le développement des potentialités régionales.



De g. à dr. : Le Gouverneur de Limerick, les Ministres D. C. K. Diby et M. C. Studer, l'Ambassadeur P. Djangoné

Le lendemain, divers responsables d'entreprises et d'agences de développement du secteur privé ont abordé des exemples pratiques. Ils se sont intéressés aux produits agricoles ivoiriens nécessitant une transformation industrielle et aux besoins de notre pays en matière d'équipements, d'infrastructures (routes, habitat) et tourisme.

Dans la même journée, la délégation a visité l'Université et l'Institut de Technologie, deux structures performantes concentrant plus de 12 000 étudiants, Le Comté, pour qui l'éducation est considérée comme l'atout numéro un, s'appuie sur ces deux institutions pour la formation de ses cadres.

LE 10ème PAYS

Le jeudi 22 février la délégation ivoirienne, reçue à Dublin, a pu assister à une séance au Parlement puis au Sénat. La visite s'est clôturée de façon magistrale par une rencontre concise et productive, avec le Ministre irlandais des Affaires Etrangères et celui de l'Economie et des Finances, Ministre de la Coopération.

La Côte d'Ivoire a été jugée éligible à une aide de grande envergure de la part de l'Irlande. Dublin n'accorde ce privilège qu'à 10 pays. La Côte d'Ivoire, seul pays francophone de ce groupe, a ainsi pu rejoindre les neuf pays que l'Irlande avait décidé d'aider pour les prochaines années. Une commission va se mettre en place en vue d'un approfondissement de cette coopération et de l'établissement de liens institutionnels durables entre les deux pays.

BOUAKE

Redéploiement de l'Administration Financière et des Banques

Dans le cadre du projet de redéploiement des Services Financiers de l'Etat une mission de prospection conduite par M. Seri-Assia, Conseiller Spécial du Ministre délégué à l'Economie et aux Finances, a vu la participation de l'Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers en Côte d'Ivoire (APBEF-CI).

La quasi-totalité des banques de la place avaient dépêché à cette occasion, des représentants pour se rendre compte de la réalité du terrain. Après constat, ces derniers se sont dits confiants et prêts à ouvrir à nouveau, leurs agences à Bouaké.

Aujourd'hui l'Administration Financière a effectivement démarré ses activités à BOUAKE avec la réouverture des services du TRESOR PUBLIC, de la BNI et de la CGRAE. Le Fonds de Développement de la Formation Professionnelle (FDFP), le Contrôle Financier, la Caisse d'Epargne et la Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire (BHCI) devraient suivre les prochains jours.

Pour l'ouverture des comptes à la BNI, l'on a constaté un réel engouement. Le même constat a été observé pour les pensions avec plus de 800 inscriptions enregistrées.

De g. à dr. :
- M. JC Kouassi
représentant le P.M.
- M. S. Bamba
Dir. de Cab. des FN.
- M. S. Assia
Chef de délégation
- M. De Isaac
Conseiller S. du P.M.



COFACE - CÔTE D'IVOIRE Vers un retour à la normale

La COFACE (Compagnie Française d'Assurances pour le Commerce Extérieur) est une institution étatique qui permet aux milieux d'affaires français de s'assurer de certaines garanties dans le cadre des investissements réalisés à l'étranger.

Les dossiers en cours pourraient progressivement être remis à l'étude pour relancer ces activités freinées suite aux événements de novembre 2004.

Pour les entreprises françaises établies en Côte d'Ivoire les encouragements de garantie sont essentiels à leur développement et même, pour certaines, à leur maintien.



Maintien des relations avec les Institutions de Bretton Wood

La Côte d'Ivoire a maintenu ses relations avec les Institutions de Bretton Wood, notamment dans le cadre des consultations au titre de l'article IV des statuts du FMI, en dépit de l'absence d'un programme soutenu par ces institutions.

Une mission conjointe du FMI et de la Banque Mondiale avait séjourné du 2 au 16 mai 2006 à Abidjan, pour conduire les discussions en vue de la conclusion d'un programme d'Assistance d'Urgence Post-Conflict (AUPC).

Une nouvelle mission conjointe est attendue le 29 mars 2007 dans le cadre du mandat reçu par le Fonds, d'exercer la surveillance des politiques de change des Etats membres.

Cet exercice repose sur une analyse approfondie de la situation économique d'ensemble et des politiques mises en œuvre dans chaque pays.

Les discussions en cours, préparent la conclusion d'un programme AUPC dont la mise en œuvre devrait permettre au pays de bénéficier de la Facilité pour la réduction de la Pauvreté et pour la croissance (FRPC).

Une bonne exécution de cette facilité conduirait à l'allègement de sa dette dans le cadre de l'initiative PPTE (pays pauvres très endettés).

A LA RENCONTRE DES PARTENAIRES FRANÇAIS

Renouer avec les milieux d'affaires internationaux. Pour délicat qu'il soit, l'exercice s'impose en cette période de sortie de crise où la Côte d'Ivoire a besoin du soutien de tous ses partenaires. Après les financiers de Londres et les entrepreneurs d'Irlande en février dernier, ce sont donc les patrons français qui ont reçu la visite d'une délégation ivoirienne conduite par le Ministre Charles Koffi Diby. L'objectif : rassurer ces dirigeants, que les événements des trois dernières années ont rendu attentistes dans leurs décisions d'investir ou de réinvestir en Côte d'Ivoire.

L'exercice s'est déroulé en trois phases : rencontres d'affaires à UBIFRANCE puis au MEDEF; audiences avec les Ministres délégués à la Coopération et au Commerce Extérieur ainsi qu'avec le Directeur Général du Trésor; et enfin échanges avec les journalistes de la presse internationale.

Le Ministre Charles Koffi Diby, était accompagné par le Ministre Délégué Chargé de la Communication, Martine Coffi Studer, et par certains collaborateurs, notamment le Directeur Général des Impôts, M. Feh Kessé et le Directeur Général Adjoint du Trésor et de la Comptabilité Publique, M. Koné Adama.

RASSURER LE SECTEUR PRIVE

L'agence UBIFRANCE est un organisme d'Etat chargé du développement international des entreprises françaises. Elle fournit des informations sur les marchés et des conseils à l'export, et soutient leurs actions commerciales. Dans ce cadre, il a été créé le Club UBIFRANCE, qui organise les rencontres entre milieux d'affaires français et étrangers.

La rencontre du 14 mars s'honorait de la présence de l'Ambassadeur de Côte d'Ivoire en France, S. Ex. Kouassi Hyacinthe, ainsi que de celle de M. Jean Dollé, Chef de la Mission Economique Française à Abidjan.

Après la projection d'un film présentant la situation économique à l'heure de la relance, le Ministre Diby a répondu aux questions des chefs d'entreprise sur l'évolution du climat des affaires en Côte d'Ivoire. Parmi eux les représentants d'AGF, Bolloré, BIVAC International, CFAO Technologies, Francis Lefebvre, COFACE, Comité Afrique-Lorraine, France Télécom, SAKJ, Lazard Frères, Mazars et Guerard, Natixis, Port autonome du Havre, SAGEM, SEA Invest, Air Ivoire, Société Générale, ASCOMA, Tractafrica, Yara France.



De g. à dr. : M. M. Roussin, les Ministres Délégués M. C. Studer et C. K. Diby

AMBITIEUX MAIS PAS PRETENTIEUX !

Sujets récurrents : sécurité des personnes et des biens, environnement juridique lutte contre la fraude- indemnisations, écoles françaises, pression fiscale etc.

Le lendemain 15 mars au MEDEF International, les rencontres étaient présidées par M. Michel Roussin, Vice Président de Bolloré Des interlocuteurs représentatifs des grandes entreprises françaises ont, comme ceux de la veille, cherché à conforter leurs projets sur la Côte d'Ivoire 2007. Parmi eux : AGS, Agro Export, BGI, HLDC, CFAO, Deloitte, Oberthur fiduciaire, Gras Savoye HEC, Imperial Tobacco, SOCIPAR, SOLIBRA, THALES, le CIAN, la Direction Générale du Trésor français, la Chambre de Commerce française en Côte d'Ivoire et l'Union des Français de l'Etranger.

A l'issue des discussions, il a été confirmé qu'une délégation du MEDEF reviendrait en Côte d'Ivoire à la mi avril prochain pour approfondir ou concrétiser les conditions de participation des uns et des autres à la reprise économique.

Le Ministre Charles Koffi Diby a rassuré ses interlocuteurs. A l'un d'entre eux qui réclamait l'annonce d'un taux de croissance supérieur à 2% pour 2007, il a répondu en substance sous les applaudissements : *Oui nous devons avoir de l'ambition pour la Côte d'Ivoire... Dans notre situation il faut être ambitieux, mais surtout pas prétentieux !* ■

► (Redynamiser les échanges extérieurs. Suite de la page 1)

En ce qui concerne les importations, celles des biens d'équipement seront encouragées. La libre circulation des biens et des personnes sera au centre des préoccupations du Gouvernement. Pour inverser les tendances de certains indicateurs sur le commerce extérieur, la proaction dans la conduite des politiques économiques affirmée dans le Plan d'Actions Stratégiques 2007 du Ministère, doit être de mise.

L'économie ivoirienne dispose d'un potentiel capable de conduire à une nouvelle prospérité économique. Avec les perspectives de sortie de crise qu'offre l'accord de Ouagadougou, il nous faut mieux organiser et rendre plus dynamiques les échanges extérieurs pour consolider ainsi un des piliers de la croissance. ■

L'AGENDA

- ✓ 27/03 : Ouverture à Abidjan du Forum des institutions africaines de financement du développement.
- ✓ 29 - 30/03 : Séminaire gouvernemental sur les accords de partenariat économique à Yamoussoukro.
- ✓ 30 - 31/03 : Forum des administrations fiscales des pays membres de l'UEMOA à Yamoussoukro.
- ✓ 30/03 - 03/04 : Réunion des Conseils de l'UEMOA à Cotonou
- ✓ 02 - 03/04 : 4ème Session de la Conférence des Ministres Africains des Finances à Addis-Abeba
- ✓ 04 - 05/04 : Réunion de la Zone Franc à Lomé
- ✓ 14 - 15/04 : Réunions de printemps du FMI et de la Banque Mondiale à Washington DC

Groupe IROKO Securities

- Les financiers du groupe IROKO Securities ont accueilli la délégation ivoirienne à Londres le 19 février dernier.
- Les membres de ce groupe, dirigé par François Ekam-Dick, sont spécialisés dans les activités de marchés des capitaux de la dette en Afrique : Zone CEMAC, UEMOA et Afrique de l'Est. Ils ont pour clients des établissements financiers, des entreprises multinationales et locales, des États, des municipalités et organismes publics. Leur capacité de placement institutionnel couvre divers domaines porteurs : établissements financiers, compagnies d'assurance, caisses de retraite, gérants de portefeuilles locaux et internationaux détenant plus de 10 milliards de USD dollars d'actifs. Sur la période 1995 - 2005 ils ont traité un volume de transactions de plus d'un milliard d'euros.
- Transactions exécutées au Cameroun et dans la Zone Franc : Mise en place d'un programme d'emprunt de 16 milliards de F CFA pour la communauté urbaine de Douala. Exécution de plusieurs transactions de titres d'emprunt et prêts de la Zone Franc soit 65 milliards de F CFA. Deux autres émissions d'emprunts de 80 milliards de F CFA sont en cours d'exécution (2006).
- Profil de l'actionnariat : Actuel ABC (63 %), FMO (32 %), F. Ekam Dick (5%).
Contact : www.irokosecurities.com

GI VERTU DU MOIS La LOYAUTE

La loyauté, c'est le respect de la loi et des institutions.

Elle commande de servir l'Administration et d'une manière générale l'Etat, avec honnêteté et droiture, engagement et dévouement.

ECO Actualités
Publication mensuelle du Ministre Délégué chargé de l'Economie et des Finances.
Directeur de Publication : Charles Koffi Diby
Rédacteur en Chef : Koffi Ahoutou Emmanuel
Siège de la Rédaction : Immeuble SCIAM
17 BPV 670 Abidjan . CÔTE D'IVOIRE